

L'État Providence en Solde : Vers une Gouvernance Néolibérale ?

Aulia Rahmah Putri

Mahasiswa, Jurusan Teknologi Informasi
Universitas Gadjah Mada, Yogyakarta, Indonesia

Montée des inégalités en Europe¹ et aux États-Unis, politiques d'austérité draconiennes, paupérisation croissante des classes moyennes, déclassement, gel des prestations sociales au Royaume-Uni pour la quatrième année consécutive, réforme du NHS, retraite à points en France, l'avenir des politiques sociales s'annonce sombre... et par delà c'est l'avenir de nos sociétés, de l'État social et de la démocratie qui semble aujourd'hui en péril.

Le rapport annuel du HBAI révèle, en mars 2019, que 3,7 millions d'enfants britanniques vivent dans la pauvreté absolue pour la période 2017-2018, contre 3,5 millions sur la période précédente. La mise en place du crédit universel² pourrait encore empirer la situation des plus précaires³, des pauvres de « longue durée », comme le montre la conclusion de l'étude menée par l'*Institute for Fiscal Studies (IFS)* qui conclut que près de deux millions de personnes perdront plus de 1000 livres par an avec ce dispositif, les bénéficiaires des prestations d'invalidité, les travailleurs indépendants et les familles à faible revenu, sans ou avec peu d'épargne, en première ligne. Le crédit universel a pour but de rationaliser l'aide sociale, en fusionnant allocation logement versée directement au bailleur social ou au propriétaire, crédit d'impôt, allocations familiales, et allocation chômage.

L'IFS conclut que cela a et/ou aura des répercussions sur 11 millions de personnes, dans un pays où 14 millions, soit un cinquième de la population britannique vit déjà dans la pauvreté selon le rapport accablant de Philip Alston, responsable pauvreté et droits de l'homme de l'ONU⁴, qui prévoit que 40 % des enfants britanniques vivront dans la pauvreté à l'horizon 2021.. S'il est possible que cela impacte favorablement certaines catégories, les choix structurels mis en place lors de la conception du crédit universel sont susceptibles d'avoir des répercussions lourdes pour les plus précaires, dans les bassins industriels

1 https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/04/02/inegalites-les-ecarts-de-revenus-ont-augmente-partout-en-europe_5444517_3234.html
<https://www.ofce.sciences-po.fr/blog/croissance-et-inegalites-dans-lunion-europeenne/>
<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/face-au-creusement-des-inegalites-leurope-nest-pas-a-la-hauteur-149223>

2 https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/la-grande-bretagne-et-l-ue/grande-bretagne-l-allocation-unique-est-un-echec_2928463.html

3 <https://www.theguardian.com/politics/2019/may/12/welfare-children-poverty-low-income-families>

4 <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24636&LangID=E>

sinistrés, ajoutant à la précarité et aux contrats « zéro heure⁵ », les achats à intérêts qui, au final enchérissent de manière drastique le prix du produit, etc...

Par ailleurs, cela pose la question de la vulnérabilité de la précarité aux dynamiques temporelles. Même si l'effet moyen est le même, cela soulève la question de la non ergodicité de l'économie réelle contrairement aux théories économiques dominantes actuelles⁶. Dit autrement, les délais de versement impactent directement le quotidien des plus fragiles, et cela même si au terme du délai moyen, la totalité de la somme dûe est versée aux allocataires. Chaque délais, chaque retard signifiant pour des populations vivant en « flux tendu », des recours à l'emprunt pour continuer à s'acquitter des dépenses courantes, (remplir le frigo, s'éclairer, se chauffer...), auprès de la famille ou d'amis pour les plus chanceux et/ou d'usurier à des taux prohibitifs pour les autres, mais aussi des frais de découvert par les banques, des crédits à la consommation octroyés par des organismes peu regardants, ce qui n'est pas sans rappeler les causes du déclenchement de la crise des subprimes... Dans le monde réel de la précarité, c'est à dire hors du monde de la théorie économique courante, ni le pauvre, ni son banquier, ni son créancier, ..., ne raisonnent en terme de délai moyen sur un an, ni même sur six mois, car l'incertitude du futur ne le permet pas. La précarité, contrairement aux théories économiques vit en temps réel, au jour le jour, sans prévisionnel à moyen ou long terme, cette distorsion des temporalités étant sans doute partie de l'impossibilité des modèles actuels à apporter des solutions fonctionnelles, efficaces et pérennes...

Dans certains quartiers britanniques, on assiste au retour du gaz au *meter*, des compteurs payables à la pièce ou avec une carte prépayée afin d'éviter les impayés et les coupures de gaz... A ces difficultés s'ajoutent le système de la *spare bedroom tax* taxant le superflu de surface habitable par un système de diminution des aides sociales à hauteur de 14 % par chambre vacante après le départ d'un enfant... ce qui ajoute encore de la difficulté à la difficulté⁷.

5 <http://www.ires.fr/publications/chronique-internationale-de-l-ires/item/5189-royaume-uni-les-contrats-zero-heure-un-ideal-de-flexibilite>

https://www.francetvinfo.fr/monde/royaume-uni/en-angleterre-le-contrat-zero-heure-devient-la-norme_1108581.html
Lean management, just-in-time, micro-jobs en Allemagne... le modèle séduit en France, facilité par la loi El-Khomri et les ordonnances travail d'E. Macron...

6 <https://ergodicityeconomics.com/lecture-notes/>

7 <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/LENOIR/59397>

G., Orwell, *Le Quai de Wigan*, 10/18, Paris, 2000.

Face à cette situation, les ONG se mobilisent en dénonçant les politiques d'austérité et en pointant du doigt la faillite des États à leur obligation de protection des populations face à la faim. Après examen de la situation réelle dans le Cambridgeshire et à Oxford, Human Rights Watch (HRW) estime que des dizaines de milliers de familles n'ont pas le minimum nécessaire, les banques alimentaires tournant à plein régime dans ces zones, lors même que les écoles, accueillant des enfants en situation de sous-nutrition et donc de déconcentration difficilement conciliable avec l'apprentissage, ne vivent plus que de dons d'associations caritatives luttant contre le gaspillage alimentaire et récupérant les invendus des supermarchés...

Parallèlement aux ONG, c'est la communauté des soignants et des aidants qui tire le signal d'alarme, la pauvreté entraînant un développement galopant et inquiétant des marqueurs de la pauvreté : obésité, diabète, suicides, maladies mentales liées à l'isolement, à l'inactivité, à la déshumanisation de l'être dans un système privant les plus précaires de leur moyens de subsistance mais plus encore de leur dignité dans un modèle qui a fait de la désespérance un mode de fonctionnement à part entière.

Face à l'austérité, les populations se mobilisent offrant à l'Europe une série de réactions populaires spontanées plus ou moins organisées, plus moins violentes, ayant pour point commun globalement de refuser toute récupération politique ou syndicale. En 2012, de grandes manifestations et/ou grèves générales se déroulent en Grande Bretagne, au Portugal, en Espagne, en Belgique, au Luxembourg⁸...

En Italie, en 2013, le mouvement des fourches se lève contre l'austérité, le chômage, le coût de la vie, les taxes et le pouvoir des élites. Cinq ans plus tard, le mouvement des gilets jaunes surprend monde politique et monde médiatique français. Aux origines du mouvement, la taxe carbone sur le diesel, le carburant du pauvre. S'en suivent la critique des politiques fiscales en générale, de la réforme de l'Impôt Sur la Fortune en Impôt sur la Fortune Immobilière privant l'État de recettes mais aussi les associations caritatives qui vivaient pour partie des exonérations à l'ISF, de la hausse du coût de la vie, de la privatisation d'Aéroport De Paris, une critique du pouvoir et de la gouvernance par les élites, et plus généralement une méfiance de la population vis-à-vis de son gouvernement, phénomène de crise de

8

https://www.francetvinfo.fr/economie/crise/crise-europeenne/de-la-grece-a-la-france-les-europeens-dans-la-rue-contre-l-austerite_169557.html

représentation déjà observé dans différents pays européens depuis la crise financière de 2008.

La Grèce, après dix ans de politique d'austérité ayant laissé une population exsangue, doit retourner à l'été sur les marchés financiers, au moment où le gouvernement vient de s'engager pour 2019-2020 à réaliser de nouvelles coupes budgétaires sur les retraites et de nouvelles hausses d'impôts, mais aussi, après discussions avec ses créanciers, à libéraliser le service public de l'électricité.

...

Autant vous dire tout de suite qu'en tant que chercheur en sciences sociales étudiant les systèmes de solidarités et les modèles fiscaux européens à travers les siècles, le développement d'une telle précarité au sein même de l'Europe du XXI^{ème} siècle, m'interroge, tant les conditions de vie de ces populations font écho à mes travaux sur les siècles passés. Il semblait acquis que les États avaient trouvé des solutions certes imparfaites et perfectibles, mais au moins viables pour secourir les plus fragiles.

Comment en est on arrivé là en Europe, et plus largement en Occident ? Comment et pourquoi la cinquième puissance mondiale et derrière elle, l'Europe et l'Occident toute entier, se reposent de plus en plus sur les ONG et les organisations caritatives pour nourrir leurs pauvres, pour prendre en charge leurs solidarités⁹ ?

La réponse est à chercher dans la fable du marché libre, symbole du néo-libéralisme contemporain. Si le marché libre est la pierre angulaire du discours conservateur et plus largement des politiques générales, la gauche ayant fait sien les arguments de langage conservateurs depuis plusieurs décennies, un simple coup d'œil à la réalité des décisions politiques prises, suffit à montrer qu'il n'est en fait que l'homme de paille du système. Derrière le discours conservateur, les entraves protectionnistes renaissent de toutes parts, comme le montre la dernière bataille entre les États-Unis et la Chine concernant la téléphonie mobile, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le dieselgate...

Au-delà de « l'affaire Huawei », (des accusations d'espionnage, vraies ou fausses), se cache en réalité un fait : le marché libre, la solution dépeinte comme l'*optimum* économique depuis le « laissez-faire, laissez-passer » de Gournay et de Smith, peut être entravé au nom

d'intérêts économiques intérieurs le premier de ses défenseurs, les États-Unis, dès lors que la position dominante sur un marché leur échappe. Intéressant, n'est ce pas, de constater que le discours économique dominant peut-être balayé aujourd'hui par son plus ardent défenseur ? En réalité, depuis Reagan, le vernis s'écaillait...

En Europe, après des décennies d'austérité menées aussi bien par les conservateurs que par les socialistes, la situation est explosive. Plus largement, c'est à l'échelle mondiale que les indicateurs passent au rouge, sur les questions d'inégalités mais aussi de climat et d'auto-suffisance alimentaire, faisant apparaître une réalité urgente. Alors que l'on traite depuis des décennies les différentes crises en les scindant les unes des autres, il apparaît désormais aux yeux de tous des rapports évidents entre les phénomènes d'inégalités, de pauvreté, de crise de la biodiversité et d'extinction des espèces... comme étant chacune différentes facettes d'une même tendance, un monde vivant à crédit sur les avoirs des générations futures d'une part et d'autre part sur la pauvreté de la masse comme moyen d'enrichissement d'un petit nombre toujours issu du même milieu sans aucune possibilité de mobilité sociale. En ce sens, le mot d'ordre des manifestations de gilets jaunes en France, « fin du mois, fin du monde, même combat » demeure le plus intéressant et le plus pertinent de tous ceux que l'on ait pu apercevoir ces derniers mois.

Le fond de la question est de savoir comment en 80 ans, l'Europe a pu passer du programme du CNR français, de la mise en place des politiques beveridgiennes en Grande-Bretagne, des politiques bismarckiennes en Allemagne, au désengagement progressif de l'État sur la question des maux sociaux. Dit autrement, comment a-t-on lancé la liquidation de l'État Providence, de ses principes et de ses valeurs ?

C'est tout le travail de Galbraith¹⁰ qu'il est bon de relire aujourd'hui afin de comprendre comment s'est opéré le passage de l'État Providence, protecteur, à l'État prédateur.

L'état prédateur est une forme de gouvernement bien particulière qui assure à un nombre réduit de citoyens de profiter de tout le système de l'État Providence, sans y participer véritablement à leur juste niveau, toujours sous couvert de solides arguments économique : chantage aux délocalisations, défiscalisations massives des grandes entreprises en échange de

¹⁰ Galbraith, J.K., *L'Etat prédateur. Comment la droite a renoncé au marché libre et pourquoi la gauche devrait en faire autant*, Paris, Seuil, 2009.

créations d'emplois réelles ou factices... C'est ce que Galbraith dénonce aux États-Unis sous le nom de « république- entreprise », comme institution, dans laquelle l'économie est régie non pas par le marché libre, mais par une coalition de lobbies industriels finançant les campagnes électorales, et assurant ainsi leur position dominante sur le pouvoir politique, dans le but de vider l'État Providence de son essence et de capter sa composante redistributive à leur profit. L'exemple le plus criant est sans doute celui de l'industrie pharmaceutique fixant des prix exorbitants à certains médicaments indispensables, prix largement pris en charge par la solidarité nationale par le biais des mécanismes de prise en charge de la sécurité sociale.

Plus récemment, c'est l'obligation, en France, de scolarisation dès l'école maternelle qui participe de cette politique, en permettant à des écoles privées, sous contrats, d'être subventionnées par l'État et de capter une part de la richesse nationale et donc de l'impôt public. C'est aussi l'exemple du Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi, qui permettait aux grosses entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux en contrepartie de créations d'emplois qui, même lorsque les objectifs n'étaient pas atteints, n'entraînaient aucune sanction ni aucun remboursement de la part des entreprises bénéficiaires... Et dont la définition sur le site service-public.gouv.fr laisse rêveur : « Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un avantage fiscal qui concerne les entreprises employant des salariés et équivaut à une baisse de leurs cotisations sociales ». Derrière le discours libéral accréditant la thèse que ce n'est pas à l'État de créer du travail, il apparaît néanmoins que c'est à lui de subventionner les grands groupes et par le biais de réductions fiscales de prendre en charge une part du coût du travail, ce que l'on pourrait résumer ainsi : l'argent public absorbant l'externalité négative de l'emploi que représente le salaire de l'employé... pour des entreprises dégageant non seulement des profits mais les répartissant sous formes de dividendes à son actionnariat, plutôt qu'en investissement dans la structure ou en augmentation de salaires... Longue serait la liste...

Tout cela sur l'argent public, sur l'impôt, sur les solidarités. Pour être clair, ce n'est pas à la privatisation des entreprises d'État que nous assistons aujourd'hui, ce pas a été franchi il y a plusieurs décennies, c'est à la privatisation de l'État lui-même, à l'avantage d'une poignée et contre le plus grand nombre qui se paupérise, expliquant ainsi la montée des inégalités, le creusement des écarts de richesses, la dégradation et au fil du temps la disparition de la « classe moyenne » dans une société de plus en plus bipolaire, où grande richesse côtoie grande pauvreté. Même mécanisme à l'œuvre pour la crise écologique... L'image de ces 1500

jets privés arrivant à Davos, au chevet d'une planète malade, asphyxiée, serait à elle seule une blague, si elle n'était pas si sinistre et si cynique.

Et si finalement, ce n'étaient pas les solidarités qui coûtaient si cher aux contribuables mais bien leur dévoiement au profit de quelques uns ? Et si finalement ce n'était pas l'État Providence le problème, mais bien sa prédation, sa captation entre quelques mains ?

Une fois le constat fait, il nous reste à définir de nouvelles politiques, de nouvelles orientations pour renforcer cet État et réinjecter un peu de justice sociale, fiscale et d'éthique et de dignité dans les rouages grippés du système. Comment ? Peut-être en tentant de faire de l'État un acteur majeur de l'économie, et non plus seulement un subventionneur aux mains liés, en le replaçant au centre du pouvoir politique, décisionnel, mais aussi au centre du pouvoir économique en s'engageant par exemple dans la voie médiane de l'*État investisseur* décrit par Mazucatto, un État qui investit dans le monde de l'entreprise sous forme de capital-risque, de manière formelle et contractuelle, et qui comme tout actionnaire retire de ses investissements des retours lorsque la structure dégage des profits... Un État qui reviendrait à ses fondamentaux de protection du bien commun et de ses citoyens, un welfare en état de protéger, de secourir en créant de la richesse ré-injectable dans l'éducation, la santé, et la dignité de l'être.

Au risque si rien n'est fait de voir à nouveau des heures sombres s'abattrent sur l'Europe, au risque de voir resurgir les démons de la violence de toute nature, la classe moyenne ayant toujours été un élément important de l'équilibre social¹¹. Dans un prochain poste, nous nous interrogerons sur le dévoiement de l'Europe et du projet européen...

11 <https://lecourrier-du-soir.com/attali-previent-tout-se-met-en-place-pour-declencher-des-revolutions-dune-extreme-violence/>